

# JICA's WORLD

Le magazine de l'Agence japonaise de coopération internationale | [www.jica.go.jp/french](http://www.jica.go.jp/french) | Octobre 2017 Vol. 9 · N° 4



Réfugiés et personnes déplacées

**Reconstruire les vies  
des personnes déplacées**

« **E**n 2016, une personne a été forcée de fuir de chez elle toutes les trois secondes », annonce le Haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés (HCR) dans un rapport de l'organisation intitulé « Tendances mondiales ». En 2016, 65,6 millions de personnes ont été déracinées de leur foyer, soit environ 300 000 de plus que l'année précédente. Ce nombre comprend 22,5 millions de réfugiés, 40,3 millions de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et 2,8 millions demandeurs d'asile.

Le conflit prolongé en Syrie – qui a amené plus de 5 millions de Syriens à rechercher l'asile dans des pays voisins comme la Turquie, le Liban et la Jordanie, mais aussi en Europe – est l'un des facteurs expliquant le nombre record de réfugiés et de déplacés internes. En Afrique, le nombre de réfugiés fuyant le conflit au Soudan du Sud a dépassé le million. En Asie, en plus des nombreux réfugiés afghans vivant en Iran et au Pakistan, il existe des populations réfugiées de longue date mais moins connues, comme les Rohingyas au Myanmar.

Ces dernières années, la communauté internationale n'a eu de cesse d'aider les réfugiés. Cependant, des signes indiquent que cet élan de générosité pourrait s'essouffler, comme en témoigne la réticence croissante de certains pays européens à accepter les réfugiés. Cette réticence s'explique notamment par le nombre élevé de réfugiés qui exerce une pression considérable sur la capacité d'accueil et les ressources des pays hôtes. En outre, les préjugés, alimentés par les attaques terroristes répétées dans certains pays se propagent dans différentes régions. En dépit du fait que les réfugiés soient eux-mêmes des victimes du terrorisme, ils sont considérés à tort comme des terroristes.

Face à la plus grande crise des réfugiés d'après-guerre, le premier ministre japonais, Shinzo Abe, a déclaré lors du sommet de l'ONU de septembre 2016 : « Le Japon jouera un rôle de premier plan dans la recherche de solutions aux problèmes des réfugiés et des migrants en collaborant étroitement avec la communauté internationale ». L'approche du

Réfugiés et personnes déplacées

# Reconstruire les vies des personnes déplacées

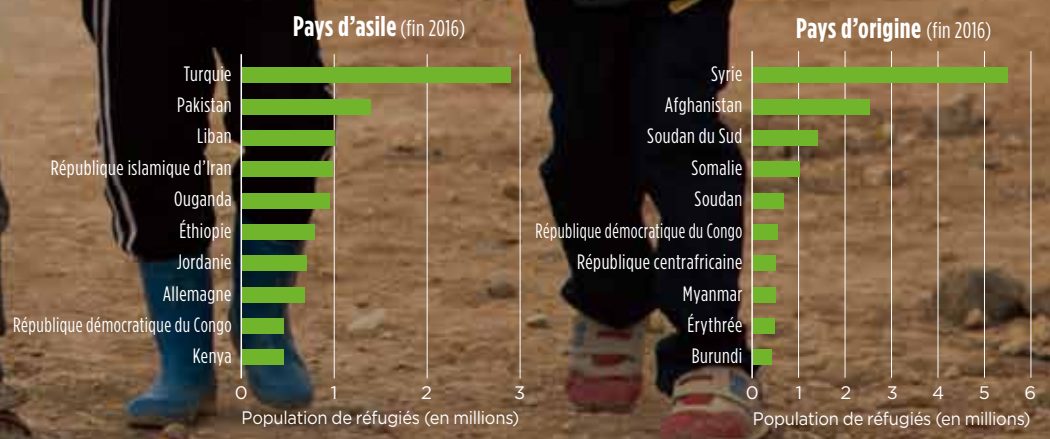
Japon en matière d'assistance aux réfugiés se caractérise par la continuité de l'aide : le Japon fournit une aide humanitaire d'urgence tout en soutenant les communautés hôtes par une aide au développement. Par exemple, la JICA a fourni une formation sur l'électricité à des réfugiés syriens pour soutenir ces derniers au quotidien dans les camps de réfugiés, et elle a remédié au manque de ressources financières de la Jordanie en lui accordant un prêt d'aide publique au développement (APD) du Japon.

De nombreuses personnes sont des réfugiés de longue date. Par exemple, en 2016, environ 67 % de tous les réfugiés vivaient en exil depuis plus de cinq ans et certains réfugiés afghans étaient déracinés depuis 30 ans ou plus. Les pays en développement accueillent 14,5 millions des réfugiés du monde entier et 4,9 millions d'entre eux vivent dans les pays les moins avancés. Dans ces circonstances, la JICA estime que pour aider les réfugiés, il est fondamental de soutenir les pays et les communautés hôtes par une aide au développement

visant à améliorer leur capacité d'accueil. C'est précisément dans ce domaine que la JICA, avec sa longue expérience et son savoir-faire en tant qu'agence d'exécution de l'APD japonaise, peut apporter une contribution efficace.

En 2016, afin de renforcer la résilience des réfugiés grâce à l'éducation, la JICA a lancé un programme de bourses pour les réfugiés syriens souhaitant étudier dans des universités japonaises. Dans le cadre de ce programme, 100 réfugiés syriens auront la possibilité d'obtenir un diplôme au Japon. De plus, certaines organisations japonaises du secteur privé et des ONG ont initié des programmes de parrainage privés permettant à des réfugiés syriens d'étudier au Japon.

La résolution du problème des réfugiés ne sera pas facile, mais la JICA continuera de collaborer avec les gouvernements concernés, les Nations unies, les ONG, la société civile et le secteur privé, tout en mobilisant son expertise et son expérience, pour assurer une aide au développement en faveur des réfugiés.



Source : HCR Tendances mondiales 2016

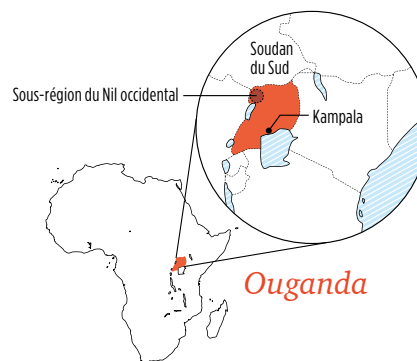
## Aider les frères et les sœurs des pays voisins



PHOTOS DES PAGES 4-7 : TAKESHI KUNO

Enfants de réfugiés sud-soudanais dans le camp de Boroli, district d'Adjumani, sous-région du Nil occidental.

**L'**Ouganda est un pays d'Afrique de l'Est peuplé d'environ 40 millions d'habitants. Béni par une nature abondante, le pays était autrefois qualifié de « perle de l'Afrique » par le premier ministre britannique Winston Churchill. Aujourd'hui, un nombre massif de réfugiés des pays voisins, en particulier du Soudan du Sud, arrivent en Ouganda. En réponse, le Japon a lancé une série unique d'initiatives pour aider l'Ouganda à s'occuper des réfugiés.



### AFFLUX DE RÉFUGIÉS SUD-SOUDANAIS : PLUS DE 2 000 PERSONNES ARRIVENT EN OUGANDA CHAQUE JOUR

Après avoir traversé les embouteillages de Kampala, la capitale ougandaise, et être sorti de la ville, une terre de beauté naturelle s'ouvre à moi : le gigantesque lac Victoria, le Nil qui s'écoule du lac et de vastes prairies s'étendant sur des kilomètres. Les gens dans la rue me saluent, moi l'étranger, avec des visages souriants et détendus.

On dit que l'Ouganda est le pays le plus généreux avec les réfugiés. En effet, depuis la seconde guerre mondiale, le pays a accueilli un grand nombre de réfugiés de pays voisins comme le Soudan, la République démocratique du Congo, le Rwanda, le Burundi et le Soudan du Sud. L'Ouganda lui-même a connu une guerre civile qui a poussé un grand nombre de ses citoyens à fuir vers les pays voisins. En 2006, le pays a promulgué une loi visant à accorder aux réfugiés le droit de circuler librement et de travailler. Les Ougandais soutiennent largement cette idée – il est tout à fait normal de s'entraider, disent-ils : « Car nous sommes frères et sœurs ».

Aujourd'hui, l'Ouganda fait face à une vague de réfugiés du Soudan du Sud qui secoue toute la nation. En 2011, le Soudan du Sud a accédé à l'indépendance, devenant ainsi « la plus jeune nation du monde ». Cependant, en 2013, la guerre civile a éclaté entre les factions soutenant le président et les forces fidèles à l'ancien vice-président. Après une montée de la violence en juillet 2016, le conflit s'est propagé en Équatoria, une région limitrophe de l'Ouganda. En conséquence, de nombreuses personnes originaires du Soudan du Sud ont fui vers le nord de l'Ouganda.

Au début du mois d'août 2017, le nombre de réfugiés sud-soudanais résidant en Ouganda dépassait le million. Aujourd'hui encore, plus de 2 000 Sud-Soudanais fuient chaque jour en Ouganda. Nombreux sont ceux qui restent sans s'être enregistrés en tant que réfugiés, cherchant de l'aide auprès de parents vivant sur place.

En réponse, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et d'autres organismes d'aide internationale renforcent les activités d'aide humanitaire d'urgence dans les camps de réfugiés. Le

gouvernement ougandais fournit une parcelle de terre aux réfugiés, tandis que les organisations humanitaires répondent à leurs besoins élémentaires tels que le logement et la nourriture ainsi que l'accès à l'eau potable et aux services de santé de base. Cependant, le nombre grandissant de réfugiés qui arrivent pose de grands défis pour tout le monde.

Le camp de Bidibidi est situé dans le district de Yumbe, dans la sous-région du Nil occidental, au nord-ouest de l'Ouganda. Quelque 270 000 réfugiés sud-soudanais – bien au-dessus de l'estimation initiale de 50 000 – vivent dans le camp qui a ouvert ses portes en août 2016. Bien qu'il y ait des tentes blanches dressées ici et là, la plupart des réfugiés ont construit des maisons à Bidibidi. Le camp ressemble à s'y méprendre aux autres villages ougandais à proximité.

La vie à Bidibidi n'est pas facile et les réfugiés font face à de nombreux problèmes. Lasu Justin, ancien employé d'un centre de santé au Soudan du Sud, est devenu réfugié pour la seconde fois à cause du conflit actuel. Lasu confie : « Au Soudan du Sud, nos vies, la vie des personnes dans la région de l'Équatoria, étaient menacées. La vie, ici dans le camp, est sûre mais la nourriture devient rare et l'eau du puits ne couvre pas tous nos besoins ». Merry Awate, qui travaillait quant à lui dans une ONG au Soudan du Sud, s'inquiète : « Je ne sais pas quand je pourrai rentrer chez moi. Je dois trouver un emploi pour vivre en Ouganda ».

### RENFORCER LA CAPACITÉ DES GOUVERNEMENTS LOCAUX POUR SOUTENIR LES COMMUNAUTÉS D'ACCUEIL DES RÉFUGIÉS

Les populations de la sous-région du Nil occidental, où se trouve la majorité des réfugiés sud-soudanais vivant en Ouganda, devaient faire face à divers problèmes d'accès aux services et aux infrastructures de base avant même l'afflux de réfugiés. Avec l'arrivée des réfugiés, la région a dorénavant besoin d'une aide humanitaire, mais aussi d'une aide au développement des communautés hôtes afin qu'elles puissent continuer de soutenir ces réfugiés.

Voici un exemple. Alors que de nombreux réfugiés



Camp de Boroli dans le district d'Adjumani. Tentes et maisons se tiennent les unes à côté des autres.



**Gauche :** Lasu (au centre) est un réfugié sud-soudanais qui vit dans le camp de Bidibidi.

**Droite :** Le camp de Bidibidi abrite beaucoup de femmes enceintes et de mères allaitantes.

Kubo interroge les administrateurs du district d'Aruda sur les progrès réalisés au niveau de la diffusion des outils de planification.



vivent dans des zones où l'aide humanitaire est limitée, de plus en plus de réfugiés résident dans les communautés locales en Ouganda. Cela pèse sur l'infrastructure sociale des communautés, comme les écoles et les hôpitaux. Dalili Moses, directeur administratif adjoint du district d'Adjumani, où près de 50 % de la population est constituée de réfugiés sud-soudanais, constate : « Il n'y a pas assez d'écoles. Les salles de classe sont bondées, avec plus de 100 enfants par classe ».

Cependant, il est difficile pour le gouvernement ougandais de répondre à toutes les demandes de ces communautés. Kagwa Andrew, qui travaille au ministère des Gouvernements locaux, explique : « Il y a énormément de demandes des communautés locales et nous disposons d'un budget très limité. Nous devons hiérarchiser ces demandes et sélectionner les projets de développement les plus efficaces ».

Dans ce contexte, la JICA a décidé de cibler le renforcement des capacités des gouvernements locaux dans la sous-région du Nil occidental. La JICA a mené un projet similaire dans la sous-région voisine d'Acholi dans le cadre de la reconstruction du nord de l'Ouganda, fortement affecté par la guerre civile. Cette fois, en mobilisant son expérience et son savoir-faire, la JICA utilise son projet de renforcement des capacités pour aider les administrateurs de district à concevoir et formuler des plans de développement du district basés sur les communautés non seulement dans la sous-région d'Acholi, mais aussi dans celle du Nil occidental où se concentrent la plupart des réfugiés sud-soudanais.

« Avec ce projet, nous encourageons les administrateurs des comtés de la province à utiliser un outil de planification du développement simple pour mettre en œuvre les projets prioritaires », explique Yusuke Kubo, l'expert de la JICA à la tête du projet. « Avec cet outil, ils peuvent trier toutes sortes de données – par exemple la population de chaque village, le nombre de puits d'eau, l'état des routes, etc. – par catégorie, sur une feuille appelée fiche d'inventaire. Puis ils déterminent la priorité dans chaque village en utilisant des critères objectifs pour évaluer les demandes ». Après avoir utilisé ces outils avec succès dans la sous-région d'Acholi, la JICA continue à les exploiter pour former des fonctionnaires dans la sous-région du Nil occidental.

Le gouvernement ougandais place également beaucoup d'espoir dans ce projet. Odur Benard, fonctionnaire chargé du développement du nord de l'Ouganda au sein du cabinet du premier ministre, se montre prudent : « Même si nous recevons des fonds d'organisations d'aide, cela peut être gâché si le gouvernement ne mène pas les projets de manière systématique. Avec ce projet, nous souhaitons renforcer la capacité de développement des collectivités locales et créer des synergies

avec d'autres projets de développement dans tous les domaines ».

Après la formulation d'un plan de développement communautaire par les fonctionnaires de district de la sous-région d'Acholi, la JICA a commencé par financer 28 projets pilotes émanant de ce plan. Ces projets pilotes ont été élaborés grâce à la collaboration de responsables du développement des districts et de membres de la communauté.

En mars dernier, par exemple, les résidents d'un village choisi pour un projet pilote ont utilisé les fonds fournis par la JICA pour acheter six vaches afin de pratiquer le labourage traditionnel. Isa Imazato, experte de la JICA soutenant ce projet pilote, confie : « Par le passé, si les habitants de la communauté demandaient aux autorités du district d'acheter des vaches, ils n'avaient pas vraiment de plan précis sur la façon de les utiliser. C'est pourquoi dans ce projet, nous leur avons demandé de préparer un plan détaillé sur la superficie de terre à labourer, la méthode et le calendrier de dressage, les moyens mobilisés pour garder les animaux en bonne santé, des choses comme ça ».

D'autres projets pilotes de ce type visant à mettre en œuvre une planification communautaire sont également envisagés dans la sous-région du Nil occidental. Kubo, l'expert de la JICA, conclut : « Par rapport à la sous-région d'Acholi, je crois que la sous-région du Nil occidental est culturellement et ethniquement plus diversifiée. Certains villages pratiquent le labourage avec du bétail et d'autres non. Le nombre de nouveaux réfugiés varie également selon l'endroit. Tout en veillant à ce que personne ne soit laissé de côté et que les réfugiés soient inclus dans la planification locale, les responsables de district et les membres de la communauté doivent choisir avec soin des projets pilotes répondant aux besoins des différents groupes. »

### LA DIFFUSION DE LA RIZICULTURE AIDE À AMÉLIORER LES MOYENS DE SUBSISTANCE DES RÉFUGIÉS

En raison de son climat modéré, entre autres



Isa Imazato, experte en moyens de subsistance de la JICA, visite un village où se déroule un projet pilote. « L'administrateur de ce comté a fait un excellent travail », explique Imazato.



Des villageois pratiquent le labourage avec des vaches dans le cadre d'un projet pilote.



Yusuke Kubo, expert en développement de la JICA, est interviewé par une station de radio locale.



Lalia (à gauche), responsable agricole, Waran (deuxième à partir de la gauche) et des réfugiés du camp.

raisons, l'Ouganda est autosuffisant pour les cultures de base. Cependant, l'augmentation soudaine du nombre de réfugiés du Soudan du Sud pèse sur l'approvisionnement alimentaire dans la sous-région du Nil occidental.

Pour alléger la pression, la JICA mène des programmes agricoles visant à améliorer la production alimentaire. En 2011, elle a lancé un projet de riziculture et, en 2014, le HCR s'est associé en tant que partenaire. Le projet favorise la dissémination d'une variété de riz de montagne appelée Nerica. Dans le cadre de ce projet, la JICA fournit un kilogramme de semences de Nerica à chaque agriculteur qui participe à une formation spéciale. Ces graines peuvent donner une récolte de 50 kilogrammes de semences de riz dès la première saison.

Les avantages du Nerica comprennent un rendement élevé, une courte durée de croissance et une tolérance à la sécheresse. Il est bénéfique non seulement pour la sécurisation des stocks alimentaires dans la région, mais aussi pour améliorer les moyens de subsistance des agriculteurs producteurs de Nerica, en raison de sa valeur monétaire élevée. Lalia Jesca, responsable de l'agriculture dans le district d'Adjumani, dans la sous-région du Nil occidental, se félicite de la qualité du riz : « Nous avons connu une terrible sécheresse l'année dernière, mais le Nerica a donné une bonne récolte. Le riz se vend deux fois plus cher que le manioc, les agriculteurs sont ravis ».

À ce jour, la JICA a dispensé une formation sur la riziculture à 1 400 personnes, dont des réfugiés, des agriculteurs des communautés hôtes et des agents de vulgarisation. Waran Simon, réfugié sud-soudanais vivant dans le camp de Boroli, dans le district d'Adjumani, a participé à un programme de formation destiné aux formateurs de l'Institut national de recherche sur les ressources des cultures (NaCRRRI). Après avoir terminé le programme, Waran a commencé à transmettre ses connaissances sur la façon de cultiver le riz à ses compatriotes réfugiés dans le camp.

Waran vivait en Ouganda depuis 27 ans en tant que réfugié, depuis ses 7 ans, avant de revenir dans son pays d'origine en 2013. Mais le conflit a repris immédiatement après son retour, l'obligeant à repartir en Ouganda. « Je devais payer une grosse somme d'argent pour louer un terrain à un propriétaire ougandais. Mais ma ferme a été gravement endommagée par des vaches d'un autre village. C'était terrible » se souvient Waran avec une expression amère sur le visage.

Puis il m'a conduit à la cabane où il garde ses produits. Là, 700 kilogrammes de riz étaient empilés dans des sacs : la récolte obtenue à partir du kilogramme de semences de riz fourni par la JICA il y a deux ans. Waran montre une affiche éducative sur le mur de l'entrepôt : « C'est une affiche sur la riziculture que j'ai reçue lors du programme de formation. Mes amis et moi avons appris la riziculture petit à petit avec les explications de cette affiche ». Pendant qu'il parle, d'autres membres de son groupe de riziculteurs se rassemblent autour de nous. Ils semblent avoir une grande confiance en Waran qui a travaillé dur pour surmonter de nombreuses difficultés.

En juin 2017, le gouvernement ougandais et les Nations unies ont organisé un Sommet de la solidarité à Kampala. Près de 500 personnes, dont des délégations de divers pays du monde entier, des Nations unies et des ONG, ainsi que des représentants des gouvernements locaux ougandais, ont participé au sommet pour témoigner leur soutien aux réfugiés et aux pays et communautés hôtes. Lors d'un événement parallèle, le Japon a organisé une session où les autorités locales ont expliqué comment elles soutenaient les réfugiés dans leur communauté.

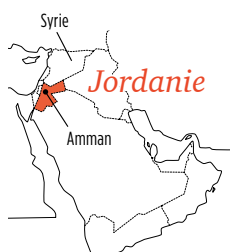
Aujourd'hui, l'accueil des réfugiés continue d'être une bataille ardue. Pour s'attaquer au problème, il est essentiel d'aller au-delà des programmes d'aide humanitaire existants pour créer une nouvelle philosophie d'aide qui améliore les moyens de subsistance des réfugiés et des communautés hôtes.



Waran enseigne à ses concitoyens réfugiés comment faire pousser du riz grâce à une affiche sur la riziculture fournie par le Japon.

## Ici, nos vies continuent

**P**armi les réfugiés syriens qui ont été forcés de quitter leur pays natal et qui vivent en Jordanie, on compte des personnes handicapées. Alors qu'elles font face à leurs propres difficultés et commencent à reconstruire leur vie, elles tissent de nouvelles relations et aident les autres. Le soutien de la JICA amplifie leur force et leur compassion en les aidant à soutenir d'autres personnes dans le besoin.



Obada (à droite) après une séance de conseil par les pairs. Les réfugiés syriens handicapés, mais aussi d'autres patients des hôpitaux d'Amman commencent à recevoir des conseils. Obada affirme sans hésitation : « Être autonome ne veut pas dire tout prendre en charge tout seul. Cela signifie que vous prenez l'initiative de décider de ce que vous faites ».

### JE SUIS DEVENU HANDICAPÉ ET RÉFUGIÉ DU JOUR AU LENDEMAIN

*Que faisiez-vous dans votre pays d'origine avant d'arriver en Jordanie ?*

« J'étais lycéen à Daraa, dans le sud de la Syrie. J'adorais le sport et mon rêve était de devenir entraîneur de football. »

*Je peux vous demander comment vous êtes devenu handicapé ?*

« On m'a tiré dessus près d'un poste de contrôle et je suis devenu handicapé, mais rien n'a changé. Je suis la même personne maintenant que par le passé. Je veux créer une organisation qui protégera les droits des personnes handicapées ».

Alors qu'il évoque son passé et son avenir, le jeune homme, qui a perdu la mobilité de ses membres inférieurs, parle d'une voix calme et digne.

En 2012, Obada, âgé de 21 ans, est venu en Jordanie avec sa famille après avoir fui le conflit en Syrie. Il a été opéré en Jordanie suite à sa blessure par balle et depuis, il passe ses journées dans un fauteuil roulant. Deux ans après son opération, il a entendu parler de la JICA. « J'ai entendu dire qu'il y avait un atelier de promotion de l'égalité pour les personnes handicapées organisé par des experts japonais. Je n'étais pas sûr de ce que le fait d'être handicapé signifiait pour moi, alors j'ai voulu participer. »

La formation sur l'égalité pour les handicapés (FEH) est un programme de formation en atelier où les personnes handicapées travaillent comme facilitateurs. Les facilitateurs dirigent des discussions qui aident un groupe diversifié de participants à découvrir les obstacles cachés qui existent souvent dans la société, et ils enseignent aux participants les compétences nécessaires pour éliminer ces obstacles.

Après avoir terminé le programme FEH de la JICA en tant que participant, Obada s'est inscrit à un cours de formation pour devenir facilitateur. Il a également suivi le programme d'un autre cours de formation pour devenir pair conseiller afin d'aider les personnes handicapées à s'adapter psychologiquement et à devenir autonomes. Aujourd'hui, Obada travaille comme conseiller dans une ONG basée à Amman soutenant les réfugiés, principalement handicapés, qui ont fui vers la capitale jordanienne depuis la Syrie.

L'ami d'Obada, victime d'une fusillade en Syrie qui l'a paralysé des jambes, travaille lui aussi comme pair conseiller. « En voyant Obada prendre part à la formation de la JICA » confie-t-il, « je me suis dit "malgré mon handicap, je peux toujours sortir et aider les autres" ».

### LA RECONNAISSANCE DU HANDICAP EST LA PREMIÈRE ÉTAPE

L'aide de la JICA aux réfugiés syriens handicapés a commencé en 2014. À cette époque, la JICA soutenait déjà les réfugiés syriens qui fuyaient en Jordanie et les communautés hôtes des personnes déplacées. « Nous avons décidé d'étendre notre coopération aux réfugiés handicapés, car l'assistance aux personnes handicapées a tendance à être négligée », explique une Japonaise, membre du bureau de la JICA en Jordanie, qui travaille sur cette opération depuis son lancement. Grâce à ses deux années d'expérience en Syrie en tant que volontaire japonaise pour la coopération à l'étranger (JOCV), elle parle couramment l'arabe.

Sur un autre front, Nizar, ressortissant syrien impliqué dans les projets de la JICA en Syrie, travaille sans relâche pour les réfugiés syriens en Jordanie. Nizar a passé du temps avec les membres du personnel





Mohamad (à droite), membre du Comité paralympique de Jordanie, enseigne le tennis de table. « La plupart des femmes et des filles qui participent ont des handicaps congénitaux, mais certaines d'entre elles ont pu lever les bras après avoir pratiqué pendant deux heures chaque semaine. Ensemble, avec les mères des filles, nous formons une équipe pour nous soutenir les uns les autres ! »

local de la JICA en Jordanie, recueillant des informations sur la localisation de personnes handicapées et de leurs familles qui pourraient bénéficier du soutien de la JICA. « Beaucoup de réfugiés syriens, isolés dans des centres d'hébergement et d'autres établissements, ont perdu tout lien avec la société », explique Nizar. « Je voulais leur donner l'occasion d'établir des contacts avec les communautés, et je leur ai demandé de rejoindre le programme FEH de la JICA. » La plupart d'entre eux ont commencé par décliner son offre. « Même ceux qui venaient à la formation voulaient des médicaments pour guérir leurs blessures physiques », se souvient-il.

L'aide de la JICA était initialement axée sur deux activités : former les facilitateurs FEH et former les pairs conseillers. Ces activités se sont élargies par la suite en évoluant vers l'analyse et la résolution des problèmes des personnes handicapées. L'aide est aujourd'hui pilotée principalement par onze personnes, dont Obada et Bashar, ayant activement participé aux sessions de formation. La Japonaise, membre du bureau de la JICA, qui a toujours été à leurs côtés et relayé leurs préoccupations sur la base de ses conversations avec eux en arabe, revient sur cette époque : « Nous sommes arrivés avec une idée préconçue de ce que la JICA devait viser, mais nous avons compris qu'il serait plus efficace de concentrer notre aide sur les initiatives des participants, car nous voulions qu'ils développent et diffusent leurs propres idées ».

## DÉVELOPPEMENT DES ACTIVITÉS DANS UN ESPRIT D'ASSISTANCE MUTUELLE

Les réfugiés handicapés ont soumis une proposition pour deux programmes : les activités sportives et l'aide à la vie quotidienne pour les personnes handicapées. Dans le cadre du programme d'activités sportives, une session hebdomadaire de tennis de table est organisée dans un gymnase appartenant au Comité paralympique de Jordanie. Cette activité a démarré avec un groupe de neuf hommes mais, à la demande de femmes handicapées, elle a ensuite été élargie pour inclure des journées réservées aux femmes. Actuellement, soixante personnes participent au programme sportif.

Le jour des activités sportives pour les femmes, les mères accompagnant leurs filles passent du temps à se détendre près des tables de ping-pong où elles parlent, échangent des informations et apprennent les unes des autres. Une mère confie : « Je suis venu ici après avoir entendu parler des activités de ping-pong par un pair conseiller. Avant, ma fille hésitait à sortir, mais maintenant, elle s'amuse beaucoup en jouant au tennis de table et elle a une vision bien plus positive de l'avenir. En regardant comment elle a changé, je commence à penser que son handicap n'est plus un facteur négatif.

Nous sommes toutes devenues amies ici ».

Au milieu du groupe de mères, la Japonaise, membre du bureau de la JICA en Jordanie, discute de plats syriens locaux. En la regardant au loin, Nizar dit avec un sourire : « Vous pouvez voir pourquoi tout le monde l'aime tellement ».

Dans le cadre du second programme, des réfugiés handicapés ont recueilli des informations auprès de 17 organisations qui fournissent une aide quotidienne aux personnes handicapées et l'information a été compilée dans un « Guide des services pour les personnes handicapées » achevé en mai 2016. Ils ont organisé des ateliers en invitant divers groupes de personnes, y compris des représentants d'organisations d'aide aux réfugiés, afin de diffuser le guide. Ils ont également émis une proposition formelle soulignant la nécessité d'intégrer les points de vue des personnes handicapées dans les divers efforts d'assistance.

En août de la même année, des experts japonais ont organisé un cours de perfectionnement pour les pairs conseillers. « J'étais inquiet du déroulement de ce cours dans un pays étranger parce que je suis tétraplégique », explique un expert japonais qui a dirigé la formation. « Mais j'ai décidé de le faire, car je voulais aider les réfugiés syriens qui vivent avec un handicap. Au début, j'avais du mal à transmettre l'idée que les pairs conseillers doivent écouter sans porter de jugement ou donner de conseils, mais avec des exercices pratiques, les stagiaires ont appris à devenir des auditeurs actifs et compétents ». L'expert espère qu'avec les efforts continus des réfugiés syriens handicapés, une culture de conseil par les pairs prendra racine en Jordanie.

Imaginez la scène : un tapis jaune de fleurs de colza s'étale sous vos yeux, le parfum des abricots, et des voix qui résonnent dans une atmosphère décontractée. Ce sont les souvenirs que les membres du personnel de la JICA conservent de leur séjour en Syrie. C'est pourquoi ils considèrent leur travail comme allant au-delà d'une aide aux groupes de réfugiés et de personnes handicapées : le personnel de la JICA cherche à comprendre les besoins de chaque individu.

Les personnes déracinées peuvent ainsi continuer de vivre sur cette nouvelle terre, main dans la main, la tête haute.



Waed est pair conseiller et facilitatrice FEH. Lorsque Waed est devenue amie avec une facilitatrice jordanienne, cela a permis à deux femmes jordaniennes vivant avec un handicap de se joindre à la journée de tennis de table pour les femmes.

## Former des électriciens pour câbler les camps de réfugiés syriens

Dans le camp de réfugiés de Zaatari, des réfugiés disposant de connaissances limitées ont installé, sans aide extérieure, des fils électriques dans les abris. Cela a entraîné des accidents fréquents, notamment des chocs électriques, et des dysfonctionnements de l'installation. En collaboration avec l'entreprise nationale chargée de la production électrique en Jordanie et le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), la JICA a organisé une session de formation technique en août 2016 à l'intention de 200 réfugiés vivant dans le camp. Les stagiaires, qui ont participé à une session de trois semaines dans un établissement géré par la compagnie d'électricité, devraient aider quelque 80 000 personnes dans le camp de réfugiés en fournissant des services de câblage tout en gagnant leur vie en tant que techniciens. De plus, l'expérience acquise dans le camp sera bénéfique pour les futurs efforts de reconstruction lorsque les réfugiés retourneront en Syrie.



Travaux de câblage au camp de réfugiés de Zaatari.

Kurihara (à droite) interviewe un producteur de café rentré chez lui, au sujet de la situation et des problèmes dans le département de Cundinamarca, en Colombie.



## Surmonter les conflits pour reconstruire une véritable paix

**E**n 2016, le président colombien Juan Manuel Santos a reçu le prix Nobel de la paix pour ses efforts visant à mettre fin à une guerre civile de plus de 50 ans dans le pays. Alors que de grands progrès ont été accomplis vers la consolidation de la paix, l'impact négatif de la guerre civile se fait encore lourdement ressentir à travers le pays. L'un des défis auxquels la nation est confrontée consiste à reconstruire la vie des personnes qui ont été arrachées à leur terre natale par les conflits et la violence.

### LE JAPON CONTINUE DE SOUTENIR LA PLUS GRANDE POPULATION DE DÉPLACÉS INTERNES DU MONDE

Le 30 novembre 2016 est devenu un jour historique pour la Colombie. Ce jour-là, le monde a vu le gouvernement colombien et les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) signer un accord de paix mettant fin à une guerre civile de 50 ans.

Alors que la Colombie est sur le point de lancer un effort de grande envergure pour reconstruire la na-

tion, le pays fait face à plusieurs défis, dont la réhabilitation des personnes déplacées, explique Eri Komukai, conseillère senior de la JICA. « En Colombie, le nombre de déplacés internes ayant perdu leur maison en raison de la violence de groupes paramilitaires dépasse les 6 millions », explique-t-elle. « Beaucoup d'entre eux ont fui dans les zones urbaines et vivent dans des maisons construites illégalement sur des terrains impropres à l'habitation, comme des collines ». Selon Komukai, il est nécessaire de bâtir des institutions et un environnement sûr pour que ces personnes retrouvent une vie normale.

Dans les années 1960, des groupes de guérilla de gauche, comme les FARC, ont émergé, souhaitant corriger les inégalités sociales. La guerre civile qui les a opposés au gouvernement a laissé une population civile dans une situation de déplacement interne perpétuel. En réponse, en 1997, le gouvernement colombien a demandé aux collectivités locales de formuler des plans pour améliorer la vie de ces personnes déplacées. En 2009, la Colombie s'est associée au Japon pour lancer des projets de développement participatif renforçant la capacité des gouvernements locaux à répondre aux

besoins des personnes déplacées.

En 2011, la Colombie a créé le statut officiel de « victime de la guerre civile » et promulgué une loi sans précédent prévoyant la restitution des terres spoliées à leurs propriétaires légitimes. L'Unité administrative spéciale pour la gestion de la restitution des terres spoliées et abandonnées a été établie au sein du ministère de l'Agriculture et du développement rural, et elle a lancé un projet de développement d'un système de gestion de l'information foncière. Cependant, le système oblige ceux qui demandent la restitution de leur terre à enregistrer leurs données personnelles et des informations sur la façon dont ils ont été spoliés. Mais la fuite de ces informations pourrait mettre leur vie en danger. Le Japon a décidé de fournir une assistance technique pour renforcer la capacité de l'unité en matière de gestion de la sécurité de l'information.

Yoichi Kogure, un des experts ayant participé au projet, explique : « Nous avons organisé des séminaires pour les ingénieurs chargés du développement des systèmes et pour les employés chargés de leur exploitation et de leur gestion. Nous les avons invités à un séminaire au Japon pour leur apprendre comment les institutions gouvernementales japonaises gèrent la gestion des terres ».

Kogure s'est également rendu compte que les Colombiens déplacés retournant sur des terres devant être réhabilitées avaient des points communs avec les Japonais qui avaient perdu leurs terres lors du grand séisme de l'est du Japon. Il a donc décidé d'inviter un groupe de Colombiens à suivre un programme de formation à Iwaki, une ville de la préfecture de Fukushima frappée par le tsunami.

Les douze participants colombiens ont pu s'informer des programmes de réhabilitation des terres gérés par le gouvernement japonais. Ils ont également observé des activités dans le secteur privé comme l'aide à la reconversion vers la culture du coton biologique, des agriculteurs contraints d'abandonner la culture des légumes en raison de la mauvaise réputation de la région, ainsi que la promotion de l'utilisation des énergies renouvelables par les citoyens. « Les participants ont appris l'importance de la coopération entre les citoyens au lieu de compter uniquement sur l'aide fournie par le gouvernement », explique Yukiyo Yamada, un expert ayant accompagné les participants tout au long de la formation. « Ils semblaient avoir plein d'idées pour aider les personnes déplacées à rentrer chez elles et gagner leur vie ».

#### « LES ARMES DU DIABLE », OU MINES TERRESTRES MENACENT TOUJOURS DES VIES

Toshiaki Kurihara, expert en développement rural, a été envoyé en Colombie pour travailler à l'amélioration des moyens de subsistance des personnes rentrées chez elles. Il travaille avec les résidents des terres restituées et les aide à reconstruire leur village. En outre, dans douze régions de Colombie, un projet appelé « Un village » rétablit l'unité au sein des communautés et renforce leur indépendance économique. Le savoir-faire en matière de développement rural développé par ces régions devrait contribuer à améliorer la vie des personnes rentrées chez elles. « La guerre civile a commencé à cause des inégalités sociales », explique Komukai. « La Colombie doit créer un environnement assurant aux personnes rentrées chez elles de gagner leur vie correctement. Faute de quoi, les gens pourraient retourner dans les zones urbaines ou même retomber dans le conflit »,



Un programme de formation organisé dans la ville d'Iwaki, préfecture de Fukushima, en 2015. Les participants ont visité un champ de coton biologique.

Kogure (à droite) montre aux développeurs de systèmes chargés de la gestion de l'information foncière comment assurer la sécurité de l'information.



souligne-t-elle.

Un autre problème menace. L'élimination à grande échelle des mines terrestres, qui causent encore de nombreuses victimes, n'a pas encore commencé. Pour résoudre ce problème, le gouvernement colombien s'intéresse plus particulièrement à l'expertise du Centre cambodgien de déminage (CMAC). Le Japon soutient le CMAC depuis 1999. En février et mars 2017, des membres du CMAC et des responsables de la JICA ont visité des champs de mines et des centres de formation en Colombie pour trouver des moyens de créer un programme d'aide dans le cadre d'une coopération Sud-Sud entre le Cambodge et la Colombie. Komukai explique : « Nous n'avons toujours pas de carte complète des champs de mines terrestres en Colombie. Nous devons travailler rapidement pour rétablir la sécurité des terres afin que les déplacés internes puissent retourner chez eux ».

Soutenir les déplacés nécessite une perspective à long terme. Pour faire face à ces différents défis, il est important que le Japon applique de manière optimale les leçons apprises au cours de ses années de travail de développement.



Des agriculteurs de retour chez eux. Bien que de nombreuses personnes déplacées aient demandé la restitution de leurs terres, seulement 50 % des demandes ont été traitées jusqu'à présent, le ministère de la Défense nationale n'ayant pas été en mesure de confirmer la sécurité des terres dans de nombreux cas.



Le CMAC et la JICA ont visité des champs de mines en Colombie, en février et mars 2017. Les mines terrestres déposées pendant la guerre civile empêchent les personnes déplacées de rentrer chez elles.

## L'IMPACT DE LA GUERRE CIVILE SUR UN SYSTÈME ÉDUCATIF BIEN DÉVELOPPÉ

La capitale syrienne, Damas, est l'une des plus anciennes villes du monde. L'Université de Damas, établie en 1923, a une histoire de près d'un siècle. L'Université de Damas et l'Université d'Alep, établie en 1958, sont considérées comme des établissements d'enseignement de premier plan au Moyen-Orient. Elles ont formé une grande partie des chefs d'entreprise et hommes politiques influents de la région. Historiquement, la Syrie a connu un haut niveau d'éducation par rapport aux pays du Moyen-

Orient, avec un taux de scolarisation de près de 100 % dans le primaire et un taux d'alphabétisation supérieur à 95 %. C'était avant la guerre civile.

Actuellement, les réfugiés syriens en Turquie, au Liban et en Jordanie seraient respectivement de deux millions, un million et 0,6 million. Ce sont des chiffres officiels enregistrés par le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), mais la réalité est sans doute bien pire. La population du Liban est de 4,5 millions d'habitants et celle de la Jordanie de 6,5 millions. Il est



# Pour le futur de leur patrie

Alors que la guerre civile se poursuit en Syrie, de nombreux jeunes avec un bon niveau d'éducation qui auraient dû former les forces vives de la société syrienne fuient le pays. Le Japon a l'habitude d'accepter des étudiants étrangers du monde entier. Le gouvernement japonais a annoncé son intention d'accueillir des étudiants syriens pour étudier au Japon afin qu'ils deviennent les leaders de la prochaine génération.



Un volontaire japonais pour la coopération à l'étranger enseigne à des enfants handicapés.

(Photo de Jiro Nakahara, 2006)

De jeunes réfugiées syriennes étudient dans une école d'un camp de réfugiés en Jordanie. Cette génération soutiendra l'avenir de la Syrie.  
(Photo de Kyo Shimizu)



facile d'imaginer l'énorme fardeau que représentent pour ces pays hôtes l'accueil et la fourniture de services administratifs appropriés à un si grand nombre de réfugiés. De nombreux enfants et jeunes réfugiés sont donc privés de la possibilité d'étudier.

Cependant, la Syrie aura besoin de ressources humaines pour reconstruire le pays une fois la guerre civile terminée. À travers divers programmes, tels que le projet de bourses pour le développement des ressources humaines (JDS), la JICA a invité de nombreuses personnes du monde entier à étudier au Japon. Ces étudiants retournent dans leur pays et deviennent les leaders de la prochaine génération. Dans ce contexte, un nouveau programme intitulé « initiative japonaise pour l'avenir des réfugiés syriens (JISR) » a commencé l'année dernière pour soutenir le développement des capacités des jeunes Syriens.

Le premier ministre japonais Shinzo Abe a annoncé cette initiative en amont du sommet d'Ise-Shima, qui a eu lieu en 2016. Dans le cadre de ce programme, le Japon, par l'intermédiaire de la JICA et du ministère de l'Éducation, de la culture, des sports, des sciences et de la technologie, acceptera une trentaine d'étudiants syriens par an sur une période de cinq ans. Ce sont donc jusqu'à 150 étudiants syriens qui recevront l'opportunité d'étudier au Japon : la JICA prendra en charge jusqu'à 100 étudiants syriens au cours des cinq prochaines années. Pour être éligible au programme, le candidat doit être titulaire d'un bachelors ou d'un diplôme universitaire équivalent et être enregistré en tant que réfugié par le HCR au Liban ou en Jordanie. Le processus de candidature pour le premier groupe a débuté fin novembre 2016. Il y a eu 120 demandes, soit six fois le nombre de places disponibles. Les domaines d'étude allaient de l'agriculture à l'ingénierie en passant par la langue et la culture japonaises, mais la plupart des candidats ont choisi une discipline scientifique. Les candidats retenus sont arrivés au Japon cet été pour préparer la nouvelle année universitaire qui commence en septembre.

### PROTÉGER LES ÉTUDIANTS CONTRE L'INCERTITUDE

En général, lorsqu'une personne rencontre des problèmes à l'étranger, l'ambassade ou le consulat de son pays l'aide à rentrer chez elle en toute sécurité.

Cependant, ce n'est pas le cas pour les réfugiés. Pour les citoyens syriens en particulier, en raison de la guerre civile, une fois qu'ils fuient le pays en tant que réfugiés, il devient difficile d'obtenir une garantie de statut de l'État. De plus, lorsque les réfugiés quittent le pays d'accueil, il n'y a aucune garantie qu'ils puissent rentrer chez eux.

Un membre du personnel chargé de la coordination du programme commente : « Par le passé, la plupart des étudiants que nous avons acceptés étaient des fonctionnaires gouvernementaux envoyés par leur pays. Après leurs études au Japon, ils rentraient chez eux pour travailler dans leur pays. C'était la première fois que nous acceptions des réfugiés, et nous devions être attentifs à leur statut ». Afin de préparer un système apte à intégrer les étudiants syriens, la JICA a collaboré étroitement non seulement avec le HCR, mais aussi avec des universités ayant l'habitude d'accueillir des étudiants étrangers.

L'une des caractéristiques uniques de ce programme est qu'il permet aux étudiants d'amener leur conjoint et leurs enfants lorsqu'ils viennent au Japon. Le membre du personnel explique : « Parfois, les autres étudiants étrangers amènent leur famille au Japon pendant leurs études. En principe, nous recommandons que les étudiants s'installent au Japon pendant au moins six mois avant d'inviter leur famille. Cependant, une fois que les réfugiés quittent le pays d'accueil pour étudier au Japon, ils risquent de ne pas pouvoir rejoindre leur famille. Nous leur avons donc donné la possibilité d'amener leur famille au Japon dès le début ». On s'attend à ce que beaucoup d'étudiants amènent leurs familles au Japon. La politique de la JICA consiste donc à déployer tous les efforts possibles pour que les étudiants et leurs familles puissent s'adapter au cadre de vie japonais avec le soutien des universités et des communautés locales.

La JICA étudie également la meilleure façon de soutenir les recherches d'emploi des étudiants après l'obtention de leur diplôme. Dans le cadre de ce programme, les étudiants peuvent étudier au Japon pour une durée totale de trois ans, y compris une période de préparation d'un an et deux ans pour obtenir un master. Pendant ces trois années, les étudiants doivent étudier la langue japonaise et participer à un programme de stages dans des entreprises japonaises. Des programmes de stages sont déjà en place dans le cadre du programme de master et de stages en entreprise de l'initiative pour l'éducation commerciale des jeunes Africains (ABE pour « African Business Education »). De nombreux étudiants africains ayant étudié dans le cadre de ce programme travaillent aujourd'hui dans des entreprises japonaises au Japon ou dans leur propre pays. Il ne fait aucun doute qu'ils formeront un pont entre l'Afrique et le Japon.

Le membre du personnel explique : « Pour beaucoup d'étudiants syriens, le Japon est un pays lointain. Pour de nombreux Japonais, la Syrie est un pays en guerre qu'ils ne connaissent pas bien. Nous espérons que les relations tissées entre les étudiants syriens, les étudiants japonais et la communauté locale deviendront la base d'échanges plus approfondis entre les deux pays ».

Personne ne sait quand le conflit syrien prendra fin. En attendant, il faut commencer à construire des ponts pour le jour où la paix arrivera.



Avant le conflit, la plupart des Syriens étaient éduqués et de nombreuses jeunes filles étudiaient l'électronique. (Photo de Sanae Numata, 2004)

# • TENDANCES •



GRUPE BANQUE MONDIALE

## Dialogue de haut niveau entre la JICA et le GBM



Les 20 et 21 juillet 2017, l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) et le Groupe de la Banque mondiale (GBM) ont organisé le quatrième dialogue de haut niveau JICA-GBM, au siège de la Banque mondiale, à Washington. Les dirigeants des deux organismes co-présidaient la réunion qui a servi de cadre à des discussions sur le renforcement du partenariat entre la JICA et le GBM.

Le président de la JICA, Shinichi Kitaoka, et le président du Groupe de la Banque mondiale, Jim Yong Kim, ont abordé sept sujets, dont trois thématiques et quatre régionaux. Les trois sujets thématiques étaient centrés sur la santé, et plus particulièrement la couverture santé universelle (CSU) et la nutrition ; les infrastructures et la résilience, à savoir le développement urbain durable et la résilience / la réduction du risque de catastrophe (RRC) et la reconstruction après une crise ou une catastrophe ; et le secteur privé. Les quatre régions étaient

Le président du GBM, Jim Yong Kim (à droite) et le président de la JICA, Shinichi Kitaoka

l'Asie de l'Est et le Pacifique, l'Asie du Sud, l'Afrique et, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (MOAN).

Le secteur privé a été récemment ajouté au programme des discussions. La discussion a été menée par la Société financière internationale (SFI), une institution du GBM, et elle a porté sur la mobilisation des financements du secteur privé, reflet d'une importante pénurie de ressources pour le financement du développement.

Suite à la réunion, les deux organismes ont convenu de renforcer leur partenariat pour la mobilisation des financements du secteur privé et le développement ; de promouvoir la CSU à l'échelle mondiale, notamment en Afrique ; de travailler conjointement sur le développement urbain ; de renforcer la collaboration pour le renforcement de la résilience et le développement du secteur privé en Asie du Sud-Est, dans le Pacifique et en Asie du Sud ; et de travailler à la stabilisation de la région MOAN. Les deux organismes continueront de tenir des discussions de manière régulière à différents niveaux pour renforcer leur partenariat.



Myanmar

## Nouveaux manuels livrés aux écoles primaires dans tout le Myanmar



De nouveaux manuels élaborés avec la coopération technique de la JICA ont été distribués dans les écoles primaires du Myanmar. Au début de la nouvelle année scolaire, le 1<sup>er</sup> juin, environ 1,3 million d'élèves de première année ont commencé à apprendre avec les nouveaux manuels.

Le Myanmar a connu une transition d'un régime militaire vers un gouvernement démocratique en 2011, c'est pourquoi il est urgent de former les citoyens à la construction d'un nouvel État. Pendant de nombreuses années, la JICA a soutenu la promotion d'une approche centrée sur l'enfant au Myanmar. Cette approche met l'accent sur les méthodes qui permettent aux enfants d'apprendre par eux-mêmes. Cependant, les manuels utilisés autrefois dans les salles de classe ont été élaborés il y a près de vingt ans avec une approche pédagogique datée mettant l'accent sur l'apprentissage par cœur.

Les élèves semblent ravis d'avoir de nouveaux manuels.

Depuis 2014, un projet technique de la JICA soutient le développement de nouveaux manuels dans neuf disciplines pour tous les niveaux (de la 1<sup>re</sup> à la 5<sup>e</sup> année) du primaire. Les nouveaux manuels sont conçus pour apprendre aux élèves à observer de leurs propres yeux, à réfléchir, à communiquer et à coopérer les uns avec les autres afin d'améliorer leur propre vie et la société. Les manuels visent également à stimuler un esprit de curiosité et de plaisir dans l'apprentissage. Des guides pédagogiques sur tous les sujets ont été élaborés et distribués aux enseignants et une formation a été dispensée pour eux dans tout le pays ainsi que dans les instituts de formation des enseignants pour sensibiliser les éducateurs à l'apprentissage autonome des élèves.

Ce projet a réuni une quarantaine d'experts japonais de l'éducation pour fournir un soutien technique divers dans plusieurs domaines tels que le contenu des matières, les méthodes efficaces d'enseignement et d'apprentissage, l'édition et la conception des manuels scolaires et la formation des enseignants.



ANASE

## Les journalistes de l'ANASE enquêtent sur les initiatives visant à résoudre les problèmes urbains du Japon



Chaque année depuis 1995, la JICA invite des journalistes étrangers au Japon afin de sensibiliser le public aux projets du Japon et de la JICA dans les pays où la JICA déploie ses activités. Cette année, dix journalistes de la presse écrite venus de tous les pays de l'ANASE se sont rendus au Japon du 18 juin au 1<sup>er</sup> juillet.

Alors que les pays de l'ANASE continuent de connaître une croissance démographique et économique marquée, leurs villes sont confrontées à des problèmes urbains croissants. Le programme de cette année a encouragé les participants à enquêter sur les initiatives japonaises qui pourraient être applicables à la résolution de problèmes dans leurs pays d'origine. Les participants ont visité des installations utilisant des technologies japonaises, telles que des installations d'approvisionnement en eau et des usines d'incinération des déchets. Les journalistes ont également réalisé un reportage, depuis Higashi-

Séance de formation au Centre d'apprentissage et de formation de la zone métropolitaine de Tokyo

Matsushima, dans la préfecture de Miyagi, sur le rétablissement après le grand séisme de l'est du Japon.

Le 20 juin, les journalistes ont visité le Centre d'apprentissage et de formation de la zone métropolitaine de Tokyo pour se familiariser avec la gestion des transports urbains. La zone métropolitaine de Tokyo a ouvert le Centre en avril 2016 pour éduquer son personnel et améliorer sa formation. Après avoir écouté une explication sur le rôle du Centre, les journalistes ont observé une formation concrète sur les interventions d'urgence. Ils ont appris comment la zone métropolitaine de Tokyo parvient à garantir la ponctualité, la sûreté et la sécurité des trains.

Le journaliste Tin Aung Kyaw, du journal birman The Voice, a souligné que les inondations lors des pluies torrentielles et le traitement de la gestion des déchets étaient problématiques à Rangoun et ailleurs. Il a dit vouloir utiliser les éléments collectés durant sa visite au Japon pour rédiger des articles contenant des informations exploitables par le gouvernement du Myanmar.

## Bureau de la JICA en Jordanie



### Sawsan Haddad

Chargée de programme

### Shereen Abu Hweij

Chargée de programme

### Tamer Abu Mariam

Chargé de programme

Alors que les réfugiés continuent de quitter la Syrie, la Jordanie en accueille bien plus que la plupart de ses voisins du Moyen-Orient. Trois Jordaniens, membres du bureau de la JICA en Jordanie, redoublent d'efforts pour améliorer la vie des réfugiés dans leur pays.

Shereen Abu Hweij croit fermement que les femmes sont des partenaires à part entière pour améliorer la société. Elle travaille sur un projet visant à aider les réfugiés palestiniens et syriens à augmenter leurs moyens de subsistance.

Elle forme des réfugiés, en particulier des femmes, à la fabrication et à la commercialisation de produits dont ils pourront tirer un revenu – pour créer à terme des entreprises qui pourront faire vivre leur famille. Cette forme d'indépendance économique permet à la société des camps de réfugiés de prendre conscience de la nécessité d'autonomiser les femmes. Shereen profite également de ce programme pour apprendre aux hommes à soutenir les femmes.

Pour Shereen, le travail avec les réfugiés a été une expérience enrichissante, car cela lui a permis de comprendre la différence entre réponse humanitaire et planification du développement.

Tamer Abu Mariam est expert en informatique et responsable d'un programme de volontariat. En coopération avec l'UNRWA, il a tiré parti de son expertise technique pour créer une application pour smartphone destinée aux mères des camps de réfugiés palestiniens.

L'application est un manuel électronique de santé

maternelle et infantile qui fonctionne comme un dossier médical portable. Elle envoie également des notifications pour les rendez-vous avec les centres de santé et la vaccination des enfants, permettant ainsi la fourniture de services de santé de meilleure qualité.

« Le nombre de mères qui utilisent cette application est estimé à 100 000 en Jordanie uniquement pour la première année, et ce chiffre devrait doubler une fois que le système sera installé dans les centres de santé de l'UNRWA des pays et zones avoisinants », se réjouit Tamer. « C'est une façon de commencer à changer pour créer un monde meilleur. »

Sawsan Haddad est responsable des volontaires qui travaillent dans les camps de réfugiés en tant qu'enseignants dans des matières comme les arts, la musique, l'éducation physique, les activités pour la jeunesse et l'environnement. Elle souhaite avant tout établir une bonne communication entre les volontaires, les écoles et la société en organisant des ateliers et d'autres activités. Les ateliers impliquent directement les enseignants, les élèves et les parents dans le but plus large d'encourager les bonnes manières et les comportements positifs dans la société grâce à la participation de gens ordinaires. « Le changement est difficile », dit Sawsan, « mais les volontaires sont capables de créer ce changement. Les volontaires sont des modèles dans notre société ». Elle ajoute fièrement : « C'est pourquoi leur programme est l'un des plus réussis au monde ».

# Réfugiés et personnes déplacées : Comment le Japon peut aider

Dr Jeff Crisp

Centre d'études sur les réfugiés, Université d'Oxford

La communauté humanitaire est soumise à des pressions exceptionnelles. Ces dernières années ont été marquées par l'émergence de plusieurs situations d'urgence majeures, notamment celles déclenchées par les conflits en République centrafricaine, au Soudan du Sud, en Syrie et au Yémen. Dans le même temps, des crises de longue date dans des pays comme l'Afghanistan, la République démocratique du Congo, l'Irak et la Somalie sont restées sans solution.

L'augmentation rapide du nombre de réfugiés et de personnes déplacées à travers le monde est l'une des conséquences les plus inquiétantes de cet état de fait. Selon le HCR, environ 65 millions de personnes ont été déracinées par la violence et les violations des droits de l'homme, le plus grand nombre depuis la création de l'organisation en 1951.

Bien que les agences d'aide humanitaire aient tout fait pour réagir à ces événements, elles ont du mal à faire face. Les financements disponibles sont bien en deçà de ce qui est nécessaire et elles n'ont pas la capacité de répondre à tant d'urgences simultanées. De plus, dans un certain nombre de situations, la violence constante et les restrictions imposées par les parties belligérantes rendent impossible l'accès des organisations humanitaires aux personnes les plus vulnérables.

Des mesures urgentes sont nécessaires pour faire face à cette situation inquiétante et le Japon a un rôle important à jouer à cet égard.

Premièrement, en tant qu'un des principaux donateurs humanitaires au monde, le pays peut continuer



à fournir le financement d'urgence nécessaire pour répondre aux besoins immédiats des réfugiés et des personnes déplacées.

Deuxièmement, le Japon devrait soutenir l'introduction d'approches à plus long terme et axées sur le développement dans les situations où un grand nombre de personnes ont été déracinées afin de soutenir l'économie, l'infrastructure et l'environnement des régions qui ont connu des afflux massifs. À cet égard, l'expérience de la JICA sera particulièrement précieuse.

Troisièmement, le Japon peut utiliser ses compétences inégalées en matière de conception et

d'innovation pour promouvoir l'utilisation de nouvelles approches et de technologies plus efficaces en réponse aux urgences humanitaires.

Quatrièmement, dans un esprit de coopération internationale et de partage des responsabilités, le Japon devrait envisager la possibilité de fournir un plus grand nombre de places pour la réinstallation des réfugiés, allégeant ainsi la pression exercée sur les États moins prospères où la grande majorité des réfugiés se trouvent aujourd'hui.

Enfin, le Japon a un rôle à jouer dans le domaine de la diplomatie préventive, en aidant à éviter, atténuer et résoudre les conflits armés et les violations des droits de l'homme qui contraignent les personnes à fuir. Dans la poursuite de ces objectifs, tous les efforts doivent être faits pour tirer parti des réalisations dont le Japon peut être fier en matière de promotion de la sécurité humaine, de coexistence pacifique et de normes humanitaires dans les régions les plus troublées du monde.

**JICA<sup>WORLD</sup>**

est une publication de la  
**JICA**

**Éditeur :**

Kiyoshi Amada  
Bureau des médias  
et des relations publiques

Nibancho Center Bldg  
5-25, Niban-cho  
Chiyoda-ku  
Tokyo 102-8012 JAPON

Tél. : +81-3-5226-6660  
Fax. : +81-3-5226-6396  
[www.jica.go.jp/french/](http://www.jica.go.jp/french/)

**Couverture :**

Une réfugiée sud-soudanaise étend du linge dans le camp de Bidibidi, au nord-ouest de l'Ouganda. ©Takeshi Kuno

**Photos des pages 2 et 3 :**

Des enfants syriens réfugiés vivant dans le camp de réfugiés de Zaatari, en Jordanie. ©Kyo Shimizu



L'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) est le plus grand organisme bilatéral de développement du monde, opérant dans quelque 150 pays pour aider les personnes les plus vulnérables de la planète.